
**Paris 2024 : mise en place d'un numéro unique de mise en relation avec les avocats au
Barreau de Paris**

CONFIDENTIALITÉ : Public

COMMISSION : Jeux Olympiques

MOTS CLÉS : Jeux Olympiques, mise en relation, avocat, standard, affichage

RAPPORTEUR(S) :

Emmanuel Escard de Romanovsky
Marion Couffignal

DATE DE LA REDACTION :

DATE DE PRESENTATION AU CONSEIL :

2 avril 2024

**BÂTONNIER ET VICE-BÂTONNIÈRE
EN EXERCICE :**

Pierre HOFFMAN et Vanessa BOUSARDO

CONTRIBUTEURS :

Hélène Christidis
Elodie Lefèbvre
Joëlle Monlouis
Carole Painblanc
Benjamin Pitcho

RESUME :

La nature universelle et internationale de cet évènement exceptionnel a conduit le Barreau de Paris à réfléchir aux meilleures initiatives à mener dans l'intérêt des avocats parisiens et de la visibilité de l'Ordre des avocats du Barreau de Paris. Entre autres dispositifs, est proposée la création d'un numéro unique de mise en relation entre un avocat du Barreau de Paris et les touristes et athlètes qui auraient besoin d'une assistance juridique.

TEXTE DU RAPPORT

Avec une mise en service dès le 12 juillet, ce numéro unique aura pour objectif la mise en relation du public avec un avocat du Barreau de Paris, quel que soit le domaine du droit.

Pour quel public ?

Le grand public c'est à dire essentiellement les touristes et membres des délégations présents à Paris dans le cadre des Jeux Olympiques.

En effet, il convient de préciser que le numéro unique n'a pas pour vocation de s'adresser au public vulnérable utilisant habituellement les dispositifs de permanences d'accès au droit. Celles-ci sont maintenues durant la période des JO et JOP et également adaptées et renforcées.

Toute personne pourra valablement composer le numéro unique pour accéder à un avocat parisien durant la période des JO et JOP. Il appartiendra aux avocats de pouvoir répondre à cette demande et, en amont, aux opérateurs de la plateforme de vérifier qu'aucun avocat n'est pas déjà désigné par ces personnes.

Les avocats participant à ce dispositif devront signer une charte par laquelle ils s'engagent à indiquer aux justiciables qui seraient susceptibles de bénéficier de l'aide juridictionnelle, que ce dispositif existe et les renvoyer, le cas échéant, vers le BAJ ou vers la plateforme du SIAJ pour formaliser une demande d'AJ afin de se voir désigner un avocat à ce titre.

S'agissant des sportifs sollicitant l'assistance du pool d'avocats bénévoles devant le Tribunal arbitral du sport, ils seront redirigés par la plateforme vers Joëlle Monlouis qui se chargera de les mettre en relation avec un des avocats du pool dédié, qui interviendra pro bono.

Comment cela va-t-il fonctionner ?

➤ Des avocats participants à l'opération

Cette participation se fait sur la base du volontariat. Un appel d'offre va être organisé via la plateforme d'appel d'offre de l'ordre et un E-mail va être envoyé à chaque avocat du barreau de Paris. Le formulaire en ligne permettra à chaque avocat qui le souhaite de renseigner ses disponibilités, ses langues et domaines de compétence. Les options de déclaration des langues et domaines de compétence doivent être les mêmes que celles de l'annuaire du Barreau afin de permettre de croiser les données. Les avocats inscrits seront ceux dont les données déclarées dans le formulaire correspondent à celles déclarées dans l'annuaire.

La prise en charge par l'avocat : au moment de la mise en relation avec le client par le standard téléphonique, aura lieu un entretien d'orientation que l'avocat s'engage à ne pas facturer, puis

poursuite possible du dossier, s'il y a lieu et si le client le souhaite, selon les modalités habituelles de facturation de l'avocat.

Chaque avocat participant à l'opération aura au préalable signé une charte aux termes de laquelle il s'engage à être disponible aux dates qu'il aura indiquées, à ne pas facturer le premier entretien d'orientation, à pratiquer ensuite des honoraires conformes à nos règles déontologiques, à informer sur l'aide juridictionnelle lorsque le client peut en bénéficier, à adopter une attitude bien évidemment conforme à nos règles déontologiques, mais, au-delà, à se comporter comme un ambassadeur de l'image de marque du Barreau de Paris et à contribuer à la faire rayonner.

➤ L'usage d'un standard téléphonique

L'opération sera mise en œuvre via un standard téléphonique externalisé, compétent pour qualifier les besoins de droit du public, avec des interlocuteurs francophones et anglophones. Les personnes du standard disposeront d'une liste à double entrée des avocats participant à l'opération : langues parlées et domaines de compétence qui leur permettra de réaliser le plus justement possible la mise en relation.

Afin de garantir la neutralité du choix de l'avocat parmi ceux disponibles et remplissant le double critère de langue et de compétence, au regard de la demande reçue par le standard, le prestataire disposera d'un outil permettant un choix dans la liste sans répétition possible avant d'avoir épuisé le stock d'avocats répondant aux critères d'une même requête. Il est en effet indispensable d'assurer la neutralité du choix de l'avocat parmi ceux figurant sur la liste.

Lieux et outils de diffusion : campagne d'affichage de proximité sur la période des JO, ambassades, bache sur la MDB, délégations de sportifs, office de tourisme, syndicats hôteliers et de restaurateurs et réseaux sociaux.

La Direction de la sécurité de proximité de l'agglomération parisienne (DSPAP) et la Direction territoriale de la sécurité de proximité (DTSP) – Paris, ont indiqué qu'ils étaient prêts à diffuser le numéro à leur niveau et/ou de tenir à disposition des flyers.

Aucune mention d'une quelconque gratuité ne sera faite bien que l'appelant pourra bénéficier gratuitement d'une conversation d'une vingtaine de minutes environ dans le but de l'orienter vers les lieux et interlocuteurs adéquats.

Durée d'utilisation : du 12 juillet 2024 au 9 septembre 2024.